

Sous la présidence du **Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Son Excellence Philemon YANG**, s'est tenu le mercredi 26 avril 2017 à partir de 09h dans l'immeuble principal abritant ses Services, le Conseil de Cabinet du mois en cours.

Y ont pris part, outre ses proches collaborateurs, le Vice-Premier Ministre, les Ministres d'Etat, les Ministres, les Ministres Délégués et les Secrétaires d'Etat.

Le Délégué Général à la Sûreté Nationale était spécialement invité à ce Conseil, dont les thèmes ci-après figuraient à l'ordre du jour :

1. un exposé du Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales sur « *les initiatives publiques en faveur du développement des filières de l'élevage, de l'aquaculture et des industries animales* » ;
2. un exposé du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain sur « *les programmes gouvernementaux de rénovation urbaine* » ;
3. une communication particulière du Délégué Général à la Sûreté Nationale sur « *l'état d'avancement de la réforme du système national d'identification* ».

Au terme de la communication introductive du Chef du Gouvernement, le Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales a fait savoir que les initiatives publiques en faveur du développement des filières de l'élevage, de l'aquaculture et des industries animales, se traduisent par différentes innovations institutionnelles, techniques, technologiques et infrastructurelles. En matière d'aquaculture, plusieurs projets d'encadrement et de formation des acteurs sont mis en œuvre, avec l'appui des partenaires au développement et la collaboration de l'Institut des Sciences Halieutiques de Yabassi et du *Limbe Nautical Arts and Fisheries Institute*. Il s'agit notamment (i) du Projet de Promotion de l'Entreprenariat Aquacole, qui cible près de 300 jeunes et femmes porteurs de projets économiquement rentables et créateurs d'emplois ; (ii) du Projet d'Appui au Développement de l'Elevage du Tilapia en cage, dont l'objectif est d'améliorer les techniques de production des ressources halieutiques.

Dans le domaine des industries animales, le Ministre de l'Elevage a relevé que les actions menées en faveur du développement de la filière bovine ont consisté en (i) la construction de l'abattoir industriel de Ngaoundéré et de quatre entrepôts frigorifiques dans le cadre du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance économique ; (ii) l'équipement de 108 abattoirs en estampilles sanitaires sécurisées ; (iii) l'acquisition d'unités mobiles d'abattage et la distribution de camions isothermes aux Communautés urbaines. D'autres projets sont en gestation pour soutenir les filières de l'élevage, de l'aquaculture et des industries animales, à l'instar du projet de développement des chaînes de valeurs de l'élevage et de la pisciculture ou du projet de commercialisation des bétails et des infrastructures d'élevage.

Intervenant en deuxième lieu, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain a rappelé les enjeux et défis de la rénovation urbaine, avant de présenter quelques expériences internationales en la matière. Il a indiqué que la croissance urbaine que connaît le Cameroun depuis 40 ans et l'installation non maîtrisée des populations ont amené les pouvoirs publics à se doter d'une stratégie de développement du sous-secteur urbain. Cette stratégie met l'accent sur la planification urbaine, afin de prévenir les installations spontanées et le développement des quartiers précaires.

Au plan opérationnel, divers programmes gouvernementaux ont été expérimentés ou sont en cours d'exécution, avec le concours des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. C'est le cas notamment (i) du projet d'infrastructures de Douala, qui a permis d'améliorer l'accès aux services de base dans certains quartiers précaires ; (ii) des programmes réalisés à Yaoundé et Douala ou programmés à Bafoussam, Bertoua, Garoua, Bamenda et Maroua, au titre de la composante urbaine du Contrat Désendettement-Développement (C2D) ; (iii) du projet de drainage des eaux pluviales à Douala ; (iv) du projet d'assainissement de Yaoundé. Des initiatives complémentaires sont envisagées, dans l'optique d'une redéfinition de la politique de la ville.

Le Conseil a enfin suivi le point d'information du Délégué Général à la Sûreté Nationale sur la réforme du système national d'identification, prescrite par le Chef de l'Etat. Il a fait savoir que les activités relatives à l'opérationnalisation du nouveau système d'identification ont démarré le 09 août 2016, subséquemment à la signature le 04 août 2016 par le Président de la République, des textes régissant l'établissement et la délivrance des titres identitaires. Ce système permet désormais la production, dans des conditions de sécurité optimale, des cartes nationales d'identité, des titres de séjour, de résident et de réfugié, ainsi que des cartes professionnelles des fonctionnaires de la Police, avec possibilité d'extension à d'autres administrations.

Le Délégué Général à la Sûreté Nationale a indiqué que les opérations d'établissement et de délivrance des nouveaux titres d'identité se déroulent de manière satisfaisante sur l'ensemble du territoire national. Il a précisé que pour les usagers identifiés dans l'ancien système et dont les titres n'ont pu être produits, des listes ont été dressées dans la perspective de leur enrôlement gratuit dans le nouveau système. Il a conclu son propos en évoquant un train de mesures allant dans le sens de la consolidation des acquis de cette réforme.

A l'issue des échanges qui ont suivi cette communication, le Chef du Gouvernement a demandé au Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, d'élaborer une stratégie de réduction des importations des produits aquacoles, à l'horizon 2020, conformément au plan d'action stratégique de la Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée. Il a instruit le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, d'accompagner les Collectivités Territoriales Décentralisées dans l'élaboration de plans communaux de rénovation urbaine, qui devront clairement indiquer les travaux à réaliser dans chaque quartier. Au Délégué Général à la Sûreté Nationale, le Premier Ministre a demandé de poursuivre la mise en œuvre harmonieuse du nouveau système d'identification.

Le Conseil s'est achevé à 11h 45 mn.-

Yaoundé, le _____

**Le Secrétaire Général des Services
du Premier Ministre,**

Séraphin Magloire FOU DA